

[Texte]

the funding for a universal system. Is it not a question of national priorities?

Governments spend billions of dollars on all sorts of projects. We recognize there is a national debt and a national deficit and this is of concern to us. But would you agree some of the tax measures and some of the grants and subsidies government has been handing out shows a national priority which means things like social services and child care facilities receive cut-backs and are on the restrictive budget, so to speak?

The government seems quite capable of finding nearly a billion dollars to bail out some banks and there is some \$27 billion in deferred taxes. The Nielsen task force shows there is some \$36 billion lost in taxes in the grants system which mainly goes to industries. It is really a question of national priorities, and in a country as rich as Canada, if we had the national priority of a proper universal day care system for children, we could afford it.

Ms Driver: Yes, I really firmly believe it is an investment in the future to provide quality child care for every child in Canada who needs it. It is interesting to note where the Katie Cooke task force report profiles many other countries of the world and the kinds of services provided. They are vastly superior to the systems provided in the U.K., the United States and Canada. I particularly found that aspect of child care reported in this book very interesting because we are the so-called developed countries and yet we lag far behind in what we provide for child care. I just think Canada should begin to place its priority with the children, the future of this country.

• 0920

Mr. de Jong: In that same vein, the statistics that come out of the OECD countries show that as a percentage of our Gross National Product Canada is the second lowest—slightly behind the United States—in its expenditures of its Gross National Product on social programs, meaning education, health, day care, family allowances, pensions and so forth. We are below Italy, Germany, Holland, Sweden, Denmark, Ireland and the U.K. I think that would suggest what you have already stated, that traditionally, compared to western industrialized countries, Canada has spent very little on its social programs—including day care, of course.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Simon.

Mr. Stuart Thiessen (National Farmers' Union): I have been listening to the questions and would like to make a comment. My wife and I have five children and for the first 20 years of our marriage she stayed out of the work force and stayed home with the children. Mr. Belsher raised the question of being responsible for raising children. We did that because it is the responsibility of parents to provide good child care. If

[Traduction]

d'un système universel. N'est-ce pas au fond une question de priorité nationale?

Les gouvernements dépensent des millions de dollars pour toutes sortes de projets. Nous sommes évidemment conscients de notre dette et de notre déficit national. Ne convenez-vous cependant avec moi qu'à en juger par les mesures fiscales adoptées par le gouvernement, et les subventions et contributions qu'il accorde, que celui-ci s'est déjà fixé certaines priorités, et que les services sociaux, comme les services de garde d'enfants, vont probablement être les plus touchés par les restrictions budgétaires?

Par exemple, le gouvernement semble être capable de trouver assez facilement un milliard de dollars pour sauver quelques banques du naufrage. Et il y a pour 27 milliards de dollars d'impôts différés. Selon le groupe de travail Nielsen, 36 milliards de dollars d'impôt sont perdus en raison du système de subventions dont bénéficient surtout les industries. Donc, un système universel de garderies est une question de priorité nationale. Dans un pays aussi riche que le Canada, nous avons les moyens de nous le payer si nous le désirons vraiment.

Mme Driver: Je pense également que c'est un investissement dans l'avenir que de fournir des services de garderie de première qualité à tous les enfants canadiens qui en ont besoin. Le rapport du groupe d'étude Katie Cooke citait l'exemple de plusieurs autres pays du monde qui offrent ce genre de services. Il y en a qui réussissent beaucoup mieux dans ce domaine que le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. Et les constatations du rapport sont intéressantes en ce sens que nous sommes considérés comme des pays développés. Malgré tout, nous sommes loin derrière les autres, pour ce qui est des services de garde d'enfants. Je pense que le Canada devrait commencer à accorder une plus grande priorité à ses enfants, qui représentent son avenir.

M. de Jong: À cet égard, les statistiques issues des pays de l'OCDE montrent, pour ce qui est du pourcentage de son produit national brut consacré aux programmes sociaux, que le Canada occupe l'avant-dernière place, légèrement derrière les États-Unis. Et nous parlons ici de l'éducation, de la santé, et de la garde des enfants, des allocations familiales, des pensions etc... Nous venons derrière l'Italie, l'Allemagne, la Hollande, la Suède, le Danemark, l'Irlande et le Royaume Uni. Donc, comme vous l'avez souligné, le Canada traditionnellement n'a dépensé que très peu au niveau de ses programmes sociaux, y compris pour les services de garde d'enfants, comparativement aux autres pays industrialisés de l'ouest.

Merci beaucoup.

La présidente: Merci beaucoup, Simon.

M. Stuart Thiessen (Le Syndicat National des Agriculteurs): J'ai écouté les questions qui ont été posées jusqu'ici et j'aimerais faire une observation, si vous le permettez. Ma femme et moi avons cinq enfants, et pour les premières vingt années de notre mariage, ma femme est restée à la maison pour s'occuper des enfants. M. Belsher a posé une question qui avait trait à la responsabilité pour ce qui est de la garde des